



GROUPE COLABOR INC.

**RAPPORT DE GESTION ET ANALYSE PAR LA DIRECTION DES RÉSULTATS
D'EXPLOITATION ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE**

**EXERCICE FINANCIER ET PÉRIODE DE 114 JOURS (4e TRIMESTRE)
TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE 2012**

LE 25 MARS 2013

GROUPE COLABOR INC.
RAPPORT DE GESTION ET ANALYSE PAR LA DIRECTION DES RÉSULTATS
D'EXPLOITATION ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE

EXERCICE FINANCIER ET PÉRIODE DE 114 JOURS (4e TRIMESTRE)
TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE 2012

TABLE DES MATIÈRES

1. PORTÉE DU RAPPORT DE GESTION ET AVIS AUX INVESTISSEURS	3
2. DÉCLARATIONS PROSPECTIVES	3
3. GÉNÉRALITÉS	4
4. PROFIL DE LA SOCIÉTÉ	4
5. PRINCIPALES RESSOURCES ET COMPÉTENCES :	
5.1 CONSEIL D'ADMINISTRATION	8
5.2 DIRECTION	8
6. ANALYSE DE LA PERFORMANCE	
6.1 RÉSULTAT	9
6.2 AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	20
6.3 SITUATION FINANCIÈRE	21
6.4 FLUX DE TRÉSORERIE	22
7. RÉSUMÉ DES DERNIERS TRIMESTRES	24
8. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS	24
9. TRANSACTIONS HORS BILAN	25
10. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS	25
11. SITUATION ÉCONOMIQUE ACTUELLE, STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT ET PERSPECTIVES D'AVENIR	25
12. RISQUES ET INCERTITUDES	27
13. ESTIMATIONS COMPTABLES SIGNIFICATIVES	28
14. CONTRÔLES ET PROCÉDURES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE	29
15. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA FIN DE L'EXERCICE FINANCIER	30

Le 25 mars 2013

1. Portée du rapport de gestion et avis aux investisseurs

Ce rapport de gestion de Groupe Colabor Inc. (« GCL », la « Société » ou « Colabor »), anciennement Fonds de revenu Colabor (le « Fonds ») porte sur le résultat global, la situation financière et les flux de trésorerie de la période de 114 jours (4^e trimestre) de l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2012. Ces états financiers sont libellés en dollars canadiens et ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Ces états financiers peuvent être consultés sur www.sedar.com et www.colabor.com.

Un exercice financier régulier de Colabor est composé de treize périodes, les trois premiers trimestres sont composés de trois périodes chacun et le dernier trimestre de quatre. L'exercice financier se termine le 31 décembre. Ainsi les ventes et le résultat de la Société sont proportionnellement moins élevés au premier trimestre et plus élevés au quatrième trimestre puisque celui-ci compte en général 33% plus de jours d'opérations que les autres trimestres de l'exercice.

L'information comprise dans ce rapport renferme également certains renseignements qui ne sont pas des mesures du rendement conformes aux IFRS, par exemple la notion de bénéfice avant frais financiers, amortissements et impôts sur les bénéfices (BAIIA), libellé aux états financiers sous « Résultat opérationnel avant les amortissements ». Étant donné que ces notions ne sont pas définies par les IFRS, elles pourraient ne pas être comparables avec celles d'autres sociétés.

Dans leur revue des états financiers de Colabor, les investisseurs doivent considérer que les états du résultat comprennent des charges importantes au niveau de l'amortissement des immobilisations corporelles, de l'amortissement des immobilisations incorporelles résultant des acquisitions que Colabor a effectuées au cours des dernières années, des impôts différés et d'une portion hors caisse des intérêts effectifs sur les débetures. Ces amortissements et transactions hors caisse influent grandement sur le calcul du bénéfice de base et dilué par action. Souvent les investisseurs comparent ce bénéfice de base et dilué par action au montant du dividende annuel de 0,72 \$ par action, ce dernier étant inférieur. Pour leur analyse plus approfondie de Colabor, les investisseurs devraient analyser les flux de trésorerie par action, calculs montrés à la section 6.1 (Résultats d'exploitation – Résultat par action) de ce rapport de gestion qui démontrent mieux la capacité de la Société à supporter son dividende annuel.

2. Déclarations prospectives

Le rapport de gestion a pour but d'aider les actionnaires à comprendre la nature et l'importance des changements et des tendances, de même que les risques et incertitudes, si bien que les résultats réels pourraient différer significativement de ceux qui sont indiqués ou sous-entendus dans ces déclarations. Les principaux facteurs pouvant entraîner une différence significative entre les résultats réels de Colabor et les projections ou attentes formulées dans les déclarations prospectives sont décrits à la rubrique *Risques et incertitudes* du présent rapport de gestion.

3. Généralités

Arrangement corporatif ayant résulté en la création de Groupe Colabor Inc.

Le Fonds était une fiducie à but restreint, à capital variable et non constituée en société, qui avait été établie sous le régime des lois de la province de Québec aux termes d'une déclaration de fiducie datée du 19 mai 2005. Les parts du Fonds étaient transigées à la Bourse de Toronto sous le sigle *CLB.UN*.

Le 8 juillet 2009, le Fonds avait annoncé son intention de se convertir d'une structure de fiducie de revenu en une société par actions (la « Conversion »). Afin de réaliser la Conversion, Colabor avait conclu, à cette date, avec Biotechnologies ConjuChem Inc. (« ConjuChem ») une convention d'arrangement (la « convention d'arrangement ») aux fins de la réalisation de la Conversion aux termes d'un plan d'arrangement prévu par la loi visant ConjuChem (le « plan d'arrangement ») en vertu de l'article 192 de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* (« LCSA »). La clôture de la Conversion a eu lieu le 25 août 2009, suite à l'approbation des porteurs de parts du Fonds lors d'une assemblée extraordinaire qui a eu lieu le 19 août 2009.

Informations additionnelles

Les actions de Groupe Colabor Inc. se transigent à la bourse de Toronto sous le sigle *GCL-T* tandis que ses débetures convertibles le sont sous *GCL.DB.A*.

Le lecteur trouvera d'autres informations concernant GCL et antérieurement le Fonds sur SEDAR à www.sedar.com et à son site informatif www.colabor.com.

4. Profil de la Société

Description des activités

Fondée en 1962, Colabor est un grossiste et un distributeur de produits alimentaires desservant le marché des services alimentaires (cafétérias, restaurants, hôtels, chaînes de restauration) et celui du marché de détail (épiceries de petites surfaces, dépanneurs, etc.). Elle exerce présentement ses activités dans deux segments et sous trois divisions: Ontario, Centre du Québec et Est du Québec et Nouveau-Brunswick.

Segment Distribution

Ce segment comprend les activités des opérations suivantes :

1. Summit Foodservice (Summit) (division de l'Ontario)

Summit distribue plus de 8 000 produits depuis des entrepôts à Ottawa, London, Mississauga et Vaughan à plus de 3 000 clients, dont Cara (Swiss Chalet, Harvey's, Kelsey's Neighbourhood Bar and Grill, Montana's Cookhouse et Milestone's Grill and Bar), Country Style, Extendicare, Mr Sub, Wild Wing, à d'autres chaînes de restauration et à des restaurants indépendants ainsi qu'à des comptes institutionnels dont des hôpitaux, des écoles et des institutions gouvernementales. La gamme de produits de Summit comprend des produits surgelés, des

denrées sèches de consommation courante, des produits laitiers, des viandes, des fruits de mer, des fruits et légumes ainsi que des produits d'hygiène.

Cette division dessert principalement l'Ontario mais assure la distribution au Québec, des produits pour les restaurants Cara.

Cette division, avec environ 700 employés, opérait cinq centres de distribution, dont le siège social de London, où sont regroupés les services administratifs.

La superficie totale d'entreposage de ces entrepôts était de 659 476 pieds carrés, répartie comme suit :

Mississauga:	127 961 pieds carrés
London:	113 595 pieds carrés (pouvant être agrandie)
Ottawa :	103 460 pieds carrés (pouvant être agrandie)
Cambridge :	109 460 pieds carrés
Vaughan :	205 000 pieds carrés

La Société a mis fin aux activités de son entrepôt de Cambridge le 14 décembre dernier.

2. Colabor division Est du Québec et Nouveau-Brunswick (Colabor)

Colabor division Est du Québec et Nouveau-Brunswick est un important distributeur auprès de clients des services alimentaires et de détail dans les régions de Québec, du Saguenay, de l'est du Québec, du nord du Nouveau-Brunswick et d'une partie de la Côte-Nord et de la Basse-Côte-Nord. Elle compte environ 650 employés, distribue plus de 12 000 produits depuis ses quatre entrepôts stratégiquement situés à Lévis, Saguenay, Rimouski et Edmundston qui totalisent environ 580 000 pieds carrés. Sa clientèle se compose principalement d'exploitants de services alimentaires, des magasins d'alimentation spécialisés, des comptes institutionnels comme des établissements de soins de santé, des écoles et des universités, ainsi que de certains autres clients de détail rejoignant au total environ 4 000 clients. Grâce à une gamme complète de produits dont des produits congelés, des denrées sèches de consommation courante, des produits laitiers, des viandes fraîches, des poissons et des fruits de mer frais, des volailles, des fruits et légumes frais ainsi que des produits jetables et d'hygiène, ainsi qu'à ses services de transformation et de préparation de la viande, elle offre donc une solution multiservice à ses clients.

3. Les Pêcheries Norref Québec Inc. (Norref) (division Centre du Québec)

Norref est une entreprise spécialisée dans l'importation et la distribution de poissons et de fruits de mer frais au Québec et dans la région d'Ottawa. Elle est reconnue comme le plus important importateur et distributeur de ce genre au Québec.

Elle opère un centre de distribution d'environ 40 000 pieds carrés à Montréal et distribue toute une gamme de poissons et de fruits de mer surgelés, ainsi que des produits de la mer prêts à consommer. Sa clientèle diversifiée se compose de supermarchés, de restaurants, d'hôtels, de traiteurs et de poissonniers. Elle emploie environ 200 employés et plus de 50% de son chiffre d'affaires est lié à des contrats à moyen terme.

4. Skor- Division «Libre-service» (division de l'Ontario):

Cette division opère 5 magasins «libre-service» dans le sud de l'Ontario et offre à sa clientèle plus de 12 000 produits de détail et de services alimentaires à des dépanneurs, à de petites épiceries, à des cafétérias ainsi qu'à des restaurants.

5. Skor-Division «Culinaire» (division de l'Ontario):

Cette division préparait plus de 400 produits frais et congelés à partir de ses facilités de production de Mississauga, Ontario. Ses clients étaient principalement des opérateurs de machines distributrices, des propriétaires de «cantine-mobile», des écoles, des établissements de soins de santé et des institutions gouvernementales. Colabor s'est départie de cette division le 24 décembre 2012.

Le Segment Distribution génère un bénéfice brut sur ses ventes de la façon suivante :

a) par un bénéfice sur ses ventes d'entrepôt :

Généré principalement par une majoration du prix coûtant de ses produits en vertu de taux négociés avec les clients.

b) par des remises des fournisseurs :

Ces remises comprennent: i) les remises reçues des fournisseurs selon le volume d'achat, ii) les escomptes de caisse sur des achats, et iii) des fonds de publicité nets reçus relativement à des activités promotionnelles.

Segment Grossiste :

1. *Centre de distribution de Boucherville (Boucherville)* (division Centre du Québec)

Les ventes du Centre de distribution de Boucherville sont constituées de produits alimentaires, de produits liés à l'alimentation et de produits non alimentaires qu'il achète et fournit à des distributeurs qui, à leur tour, redistribuent ces produits à plus de 25 000 clients faisant affaires dans les secteurs des commerces de détail ou des services alimentaires et desservant la province de Québec et les provinces de l'Atlantique.

Les produits sont vendus, soit directement à partir de son centre de distribution («ventes d'entrepôt»), soit par des livraisons effectuées par des fabricants et des fournisseurs directement aux entrepôts des distributeurs («ventes directes»).

Ce centre vend généralement ses produits aux prix listés des manufacturiers et fournisseurs. Par conséquent, il génère un bénéfice brut sur ses ventes de la façon suivante :

a) par un bénéfice sur ses ventes d'entrepôt :

Par une majoration du prix coûtant de ses produits de marques privées et par des achats faits préalablement à des augmentations de prix des manufacturiers et fournisseurs et revendus par la suite aux nouveaux prix des manufacturiers. Aucun profit n'est pris sur les ventes directes.

b) majoritairement par des remises des fournisseurs :

Ces remises comprennent : i) les ententes conclues avec des fournisseurs surtout en ce qui a trait aux ententes de distribution, à la facturation centrale, aux remises pour chargement complet et à d'autres régimes incitatifs, ii) les remises reçues des fournisseurs selon le volume d'achat, iii) les

escomptes de caisse sur des achats basés sur les modalités de la vente, et iv) des fonds de publicité nets reçus relativement à des activités promotionnelles.

Il opère un centre de distribution de 371 120 pieds carrés à Boucherville, centre qui pourrait être agrandi jusqu'à 650 000 pieds carrés et emploie environ 125 personnes.

2. *Viandes Décarie (Décarie)* (division Centre du Québec)

Décarie est un grossiste et distributeur spécialisé dans le marché de la viande et des produits de boucherie. Elle opère un centre de distribution d'environ 27 000 pieds carrés situé à Montréal. A titre de grossiste, elle distribue un large éventail de viandes fraîches et congelées telles le bœuf, le veau, l'agneau, le porc ainsi que la volaille. Sa clientèle se compose de distributeurs en services alimentaires, de détaillants en alimentation et de boucheries spécialisées. Les installations de Décarie sont certifiées HACCP et détiennent un permis fédéral lui offrant la possibilité de vendre ses produits à l'échelle nationale.

Près de 50% des ventes de la Société sont régies par des contrats à long terme.

5. Principales ressources et compétences

5.1 Conseil d'administration

	<u>Rôle</u>	<u>Occupation</u>
M. Jacques Landreville	Président	Administrateur de sociétés
M. Richard Lord, FCMA	Président du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise	Président et Chef de la Direction de Quincaillerie Richelieu Ltée
M. Robert Panet-Raymond	Président du comité d'audit	Administrateur de sociétés
M. Gilles C. Lachance	Administrateur	Administrateur de sociétés
M. Donald Dubé	Administrateur	Administrateur de sociétés

5.2 Direction

M. Claude Gariépy	Président et Chef de la Direction	Groupe Colabor Inc.
M. Michel Loignon, CPA, CA	V.P. et Chef de la Direction financière	Groupe Colabor Inc.
M. Jack Battersby	Président	Division Ontario
M. Marko Potvin	Vice-Président - Achats Corporatifs	Groupe Colabor Inc.
M. Denis Pascal	Vice-président et Directeur général	Division Est du Québec et Nouveau-Brunswick
M. Michel Delisle	Vice-président Technologies de l'information	Groupe Colabor Inc.
Mme Geneviève Brouillette, CPA, CA	Vice-présidente et Directrice générale	Division Centre du Québec

6. Analyse de la performance

6.1 Résultat

Le résultat ainsi que sa comparaison avec la période de 2011, doit être lu de concert avec le chapitre *Situation économique actuelle* décrit plus loin et des faits suivants :

- Les ventes de la Société et ses marges de profitabilité, dans certaines de ses divisions, continuent d'être affectées par la situation économique qui prévaut dans l'est du Canada, cette situation apportant une vive compétition entre les intervenants du domaine de la distribution des services alimentaires.
- Le niveau élevé du prix de l'essence, des taxes à la consommation et de l'endettement des ménages diminuent les revenus disponibles pour la restauration.
- Le 28 février 2011, la Société a conclu l'acquisition des actions de Les Pêcheries Norref Québec Inc. Les résultats financiers de Norref sont inclus dans le résultat de la Société pour 2012 mais à compter du 28 février 2011 en ce qui concerne la période de l'exercice précédent.
- Le 30 mars 2011, la Société a conclu l'acquisition des actifs d'Edfref Inc. Les résultats financiers d'Edfref sont inclus dans le résultat de la Société pour 2012 mais à compter du 30 mars 2011 en ce qui concerne la période de l'exercice précédent.
- Le 9 mai 2011, la Société a conclu l'acquisition des actions de The Skor Food Group Inc. Les résultats financiers de Skor sont inclus dans le résultat de la Société pour 2012 mais à compter du 9 mai 2011 en ce qui concerne la période de l'exercice précédent.
- Le 1^{er} janvier 2012, la Société a conclu l'acquisition des actifs de Viandes Décarie Inc. Les résultats financiers de Décarie sont inclus dans le résultat de la Société 2012 mais ne le sont pas en 2011 pour fins de comparaison.
- Au cours de l'exercice, la Société a réorganisé et intégré plusieurs de ses activités suite à ses acquisitions faites en 2011, ceci entraînant des frais importants décrits ci-après tout en perturbant les opérations courantes.

États consolidés du résultat (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	2012-12-31 (366 jours)		2011-12-31 (365 jours)		Écart	
	\$		\$		\$	
Ventes de marchandises	1 466 848	100,00%	1 313 251	100,00%	153 597	11,70%
Charges opérationnelles excluant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements	1 427 742	97,33%	1 275 053	97,09%	152 689	11,98%
Résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes et amortissements	39 106	2,67%	38 198	2,91%	908	2,38%
Frais non liés aux opérations courantes	6 639	0,45%	3 618	0,28%	3 021	83,50%
Amortissement des immobilisations corporelles	4 634	0,32%	4 063	0,31%	571	14,05%
Amortissement des immobilisations incorporelles	14 150	0,96%	13 562	1,03%	588	4,34%
	<u>25 423</u>	<u>1,73%</u>	<u>21 243</u>	<u>1,62%</u>	<u>4 180</u>	<u>19,68%</u>
Résultat opérationnel	13 683	0,94%	16 955	1,29%	(3 272)	-19,30%
Charges financières	9 977	0,68%	8 511	0,65%	1 466	17,22%
Résultat avant impôts	3 706	0,26%	8 444	0,64%	(4 738)	-56,11%
Charges d'impôts						
Exigibles						
Différés	497	0,03%	1 616	0,12%	(1 119)	-69,25%
	<u>497</u>	<u>0,03%</u>	<u>1 616</u>	<u>0,12%</u>	<u>(1 119)</u>	<u>-69,25%</u>
Résultat	3 209	0,23%	6 828	0,52%	(3 619)	-53,00%
Flux de trésorerie après impôts par action	<u>1,23 \$</u>		<u>1,15 \$</u>			
Résultat de base et dilué par action	<u>0,14 \$</u>		<u>0,30 \$</u>			
Résultat par action (excluant les frais non reliés aux opérations courantes et impôts y afférents)	<u>0,32 \$</u>		<u>0,34 \$</u>			

	2012-12-31 (114 jours) (non audités)		2011-12-31 (112 jours) (non audités)		Écart	
	\$		\$		\$	
Ventes de marchandises	464 280	100,00%	431 664	100,00%	32 616	7,56%
Charges opérationnelles excluant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements	452 303	97,42%	419 151	97,10%	33 152	7,91%
Résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes et amortissements	11 977	2,58%	12 513	2,90%	(536)	-4,28%
Frais non liés aux opérations courantes	5 284	1,14%	1 823	0,42%	3 461	189,85%
Amortissement des immobilisations corporelles	1 751	0,38%	1 367	0,32%	384	28,09%
Amortissement des immobilisations incorporelles	4 226	0,91%	4 787	1,11%	(561)	-11,72%
	11 261	2,43%	7 977	1,85%	3 284	41,17%
Résultat opérationnel	716	0,15%	4 536	1,05%	(3 820)	-84,22%
Charges financières	3 410	0,73%	3 027	0,70%	383	12,65%
Résultat avant impôts	(2 694)	-0,58%	1 509	0,35%	(4 203)	-278,53%
Charges d'impôts						
Exigibles						
Différés	(689)	-0,15%	(493)	-0,11%	(196)	S/O
	(689)	-0,15%	(493)	-0,11%	(196)	S/O
Résultat	(2 005)	-0,43%	2 002	0,46%	(4 007)	-200,15%
Flux de trésorerie après impôts par action	0,42 \$		0,35 \$			
Résultat de base et dilué par action	(0,09) \$		0,09 \$			
Résultat par action (excluant les frais non reliés aux opérations courantes et impôts y afférents)	0,11 \$		0,12 \$			

Ventes

Les ventes sont la résultante :

Pour le Segment Distribution, des ventes brutes livrées aux clients provenant des entrepôts de London, Mississauga, Ottawa, Cambridge, Vaughan, Lévis, Saguenay, Rimouski, Edmundston et Montréal (Norref), et les ventes provenant de Skor « Libre-service » et Skor « Culinaire » desquelles sont retranchées des remises, selon des contrats négociés individuellement avec ceux-ci.

Pour le Segment Grossiste, l'addition des ventes brutes provenant de l'entrepôt de Boucherville et de ventes directes faites aux distributeurs affiliés, desquelles sont retranchées des remises faites à ceux-ci de l'ordre de 3% de leurs ventes, taux établi contractuellement entre Colabor SC et les

distributeurs affiliés et des ventes faites à d'autres clients, desquelles sont retranchées des remises, selon des contrats négociés individuellement avec ceux-ci et des ventes de Décarie.

Les ventes inter-segments et inter-divisions sont éliminées.

Ventes (en milliers de dollars)

	2012-12-31 (366 jours)			2011-12-31 (365 jours)			Écart		Écart ventes	
	Ventes totales	Ventes suite aux acquisitions	Ventes comparables	Ventes totales	Ajustement pour un jour	Ventes comparables	ventes totales		comparables	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	%	\$	%
Segment Distribution	1 050 035	65 956	984 079	943 077	2 584	945 661	106 958	11,3%	38 418	4,1%
Éliminations	(19 399)	(83)	(19 316)	(1 205)	(3)	(1 208)	(18 194)	S/O	(18 108)	S/O
	1 030 636	65 873	964 763	941 872	2 581	944 453	88 764	9,4%	20 310	2,2%
Segment Grossiste	627 332	84 926	542 406	525 943	1 441	527 384	101 389	19,3%	15 022	2,8%
Éliminations	(191 120)	(21 934)	(169 186)	(154 564)	(423)	(154 987)	(36 556)	23,7%	(14 199)	9,2%
	436 212	62 992	373 220	371 379	1 018	372 397	64 833	17,5%	823	0,2%
	1 466 848	128 865	1 337 983	1 313 251	3 599	1 316 850	153 597	11,7%	21 133	1,6%

	2012-12-31 (114 jours) (non audités)			2011-12-31 (112 jours) (non audités)			Écart		Écart ventes	
	Ventes totales	Ventes suite aux acquisitions	Ventes comparables	Ventes totales	Ajustement pour deux jours	Ventes comparables	ventes totales		comparables	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	%	\$	%
Segment Distribution	323 369		323 369	307 089	5 484	312 573	16 280	5,3%	10 796	3,5%
Éliminations	(5 564)		(5 564)	(764)	(14)	(778)	(4 800)	S/O	(4 786)	S/O
	317 805		317 805	306 325	5 470	311 795	11 480	3,7%	6 010	1,9%
Segment Grossiste	205 732	26 058	179 674	179 441	3 204	182 645	26 291	14,7%	(2 971)	-1,6%
Éliminations	(59 257)	(5 670)	(53 587)	(54 102)	(966)	(55 068)	(5 155)	9,5%	1 481	-2,7%
	146 475	20 388	126 087	125 339	2 238	127 577	21 136	16,9%	(1 490)	-1,2%
	464 280	20 388	443 892	431 664	7 708	439 372	32 616	7,6%	4 520	1,0%

Le chapitre *Situation économique actuelle...*, décrit plus loin dans ce rapport, donne un aperçu de la situation dans laquelle évoluent la Société et ses concurrents.

Contrats importants de ventes

Au rapport de gestion du 1^{er} trimestre, la Société avait mentionné qu'elle perdrait un contrat d'approvisionnement d'environ 85 M\$, sur une base annuelle, en services alimentaires en Ontario à compter du mois d'avril 2013.

Depuis ce temps, elle a renouvelé un important contrat d'approvisionnement de plus de 60M\$, sur une base annuelle, chez Norref avec Sobey's Québec pour une période additionnelle de trois ans, allant jusqu'en 2017.

De plus Summit a renouvelé, avec la société MTY, un contrat d'approvisionnement avec Mr Sub d'environ 25 M\$ par an en Ontario qu'elle desservait depuis quelques années. De plus, Summit s'est vue octroyée par MTY un nouveau contrat d'approvisionnement d'environ 25 M\$ pour sa bannière Country Style. Ces deux contrats se termineront en 2015. Au cours du troisième trimestre, la Société a renouvelé des contrats avec Wild Wing et Extendicare pour des périodes respectives de 8 et 3 ans. Ces contrats représentent un chiffre d'affaires annuel d'environ 40 M\$.

Croissance organique

Pour l'exercice financier 2012, la Société a vu ses ventes comparables s'accroître de 1,6%, principalement par une croissance organique de ventes du Segment Distribution de l'ordre de 2,2%. Cette croissance en 2011 n'avait été que de 0,9% pour l'ensemble de la Société.

Au cours du quatrième trimestre, la faible croissance organique de 1,0% s'explique par les ventes de sa division Skor – Division Culinaire qui furent inférieures à celles de l'exercice précédent.

Résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements (ce qui correspond au Bénéfice avant frais financiers, amortissements et charges d'impôts (BAIIA))

Le BAIIA est composé des éléments suivants :

Bénéfice brut

Le bénéfice brut de la Société est composé de l'addition des éléments suivants:

- Pour le Segment Grossiste :
Pour Boucherville : un profit réalisé sur les ventes brutes d'entrepôt seulement, constitué en grande partie par une marge bénéficiaire sur les produits de marques privées et par un profit de détention d'inventaire. Ainsi, aucune marge bénéficiaire sur les ventes directes n'est constatée. Ce n'est qu'au niveau des remises des fournisseurs que des revenus sont attribués à ces ventes.
Pour Décarie : coût d'acquisition des produits majoré d'un pourcentage négocié selon les contrats en vigueur ou en fonction du marché.
- Pour le Segment Distribution : coût d'acquisition des produits majoré d'un pourcentage négocié selon les contrats en vigueur ou en fonction du marché.
- Remises des fournisseurs
Les remises des fournisseurs constituent une partie importante du bénéfice brut de Colabor. Ces remises comprennent : i) les ententes conclues avec des fournisseurs surtout en ce qui a trait aux ententes de distribution, à la facturation centrale, aux remises pour chargement complet et à d'autres régimes incitatifs, ii) les remises reçues des fournisseurs selon le volume d'achat, iii) les escomptes de caisse sur des achats basés sur les modalités

de la vente, et iv) des fonds de publicité nets reçus relativement à des activités promotionnelles.

Charges opérationnelles

Les principales charges sont composées principalement des salaires et avantages sociaux, des coûts de livraison pour le Segment Distribution ainsi que les frais d'occupation des différents centres de distribution de la Société. Ces charges comprennent une large part de frais fixes qui influencent beaucoup le résultat opérationnel.

Le BAIIA du quatrième trimestre de 2012, à 11 977 K\$ ou 2,58% des ventes comparé à 12 513 K\$ ou 2,90% des ventes au trimestre de l'exercice précédent montre une diminution de 536 K\$ ou de 4,28%. Cette diminution peut s'expliquer par des marges bénéficiaires à la vente inférieures, des ventes moindres de sa division Skor- division culinaire précédant sa vente ainsi que certaines ventes perdues lors de l'intégration des systèmes informatiques de sa division de l'est du Québec et du Nouveau-Brunswick.

Mesures annoncées par la Société

Dans son rapport de gestion du premier trimestre de 2012, la Société avait émis le commentaire suivant : *Suite aux résultats du quatrième trimestre 2011 qui furent inférieurs aux attentes, la direction a pris des mesures immédiates qui devraient apporter une réduction des coûts d'opération et d'approvisionnement durant l'exercice 2012 et dont les bénéfices commenceront à se faire sentir en deuxième moitié de 2012, et principalement au cours de l'exercice financier 2013.*

Mesures prises :

- Faisant suite à l'acquisition de Viandes Décarie, au début de janvier 2012, concentration des produits de viandes achetés par les unités opérationnelles de Colabor vers Viandes Décarie, au lieu de s'approvisionner à des concurrents de Décarie comme elles le faisaient auparavant avant cette acquisition.
- Réorganisation administrative et opérationnelle des 8 divisions sous 3 directions régionales qui ont comme mission de réaliser les synergies et regrouper les forces de ventes.
- Centralisation au siège social des négociations importantes pour les produits autres que pour la revente afin de maximiser les synergies, comme par exemple les achats de pneus, de carburant, etc.

Suivi des mesures annoncées

Depuis cette déclaration, la Société a procédé aux changements suivants :

Au cours du deuxième trimestre :

- Tous les produits de viandes achetés par les unités opérationnelles de Colabor sont dirigés maintenant vers Viandes Décarie, ce qui est démontré par des ventes inter-divisions de plus de 20 M\$ en 2012
- La réorganisation administrative et opérationnelle des 8 divisions sous 3 directions régionales a été amorcée :
 - Un premier pas dans cette réorganisation, à la division de l'Ontario, a consisté à transférer les activités de Skor-distribution alimentaire à l'unité d'affaires Summit. Ce transfert a eu lieu le 16 juin, date de la fin du 2^e trimestre;
 - A la division de l'Est du Québec et Nouveau-Brunswick, la Société a débuté son projet dans le but d'harmoniser sa plateforme informatique unique devant desservir les unités d'affaires Bertrand, RTD et Edfrex afin de maximiser les opérations de ces trois unités et de les regrouper sous une seule;
- Un directeur des achats est entré en fonctions le 16 juillet dernier pour prendre en main les achats de services communs aux unités opérationnelles.

Au cours du troisième trimestre :

- À la division de l'Ontario, le transfert des activités de Skor-Distribution alimentaire à l'unité d'affaires Summit a été complété;
- A la division de l'Est du Québec et Nouveau-Brunswick, la Société a continué ses efforts dans le but d'harmoniser sa plateforme informatique unique devant desservir les unités d'affaires Bertrand, RTD et Edfrex afin de maximiser les opérations de ces trois unités et de les regrouper sous une seule.

Au cours du quatrième trimestre :

- la Société a complété l'harmonisation de sa plateforme informatique desservant les unités d'affaires Bertrand, RTD et Edfrex. Les opérations administratives d'Edfrex et de RTD sont maintenant centralisées au bureau-chef de Québec depuis le 20 novembre dernier.
- La Société a procédé à la fermeture de son centre de distribution de Cambridge le 14 décembre 2012. Les clients servis par ce centre de distribution seront maintenant desservis principalement par le centre de distribution de Vaughan;
- La Société a disposé de la division Skor-Division «Culinaire » le 24 décembre 2012. Cette division préparait plus de 400 produits frais et congelés à partir de ses facilités de production de Mississauga, Ontario. Ses clients étaient principalement des opérateurs

de machines distributrices, des propriétaires de «cantine-mobile», des écoles, des établissements de soins de santé et des institutions gouvernementales. Elle a jugé que ces opérations ne cadraient pas dans sa mission et sa vision des affaires.

- La Société a pris la décision de se retirer de la majorité de ses activités de vente de produits reliés au tabac. Ces produits ne rapportaient qu'une marge bénéficiaire très peu importante tout en ayant un risque élevé. La Société évalue à environ 60 M\$, sur une base annuelle, la réduction de ses ventes suite à cette décision.

Impacts de ces décisions sur les résultats futurs de la Société

A la suite des réorganisations décrites ci-dessus, la direction de la Société estime que ses frais d'opération de l'exercice financier 2013 seraient diminués d'un montant approximatif de 3,5 M\$. Cependant la perte d'un contrat d'approvisionnement d'environ 85 M\$ en Ontario à compter d'avril 2013 fera en sorte, au niveau du BAIIA, d'annuler la diminution des frais d'opération décrite ci-dessus.

La Société est aussi à revoir d'autres opérations de son réseau de distribution et pourrait prendre d'autres décisions concernant cette restructuration au cours de 2013.

Frais non liés aux opérations courantes

La note 8 des états financiers donne un sommaire des frais non liés aux opérations courantes. Ce poste de l'état du Résultat comprend des éléments qui ne sont pas récurrents avec les opérations courantes de la Société, mais qui ont engendré des coûts durant l'exercice financier. Ces frais sont composés de :

Restructuration interne des opérations	5 684 000\$
--	-------------

La restructuration interne décrite plus précisément au chapitre précédent a engendré des coûts non récurrents reliés principalement à :

- la fermeture de l'entrepôt de Cambridge;
- des primes de séparation pour des employés perdant leur emploi;
- des frais d'intégration à un nouveau système informatique;
- une dépréciation d'équipements informatiques qui ne seront plus nécessaires

- Coûts directs liés à des acquisitions d'entreprises réalisées ou non réalisées 160 000\$

Les IFRS exigent que les frais relatifs aux acquisitions d'entreprises réalisées ou non réalisées soient comptabilisés à la dépense. En général ces charges comprennent entre autres

des honoraires légaux, de vérification diligente et de démarchage reliés à ces transactions.

- Radiation d'une des relations clients suite à la perte d'un contrat important 1 181 000\$
Le 1^{er} avril 2012, Colabor été informée du non renouvellement d'un contrat d'approvisionnement en services alimentaires en Ontario, à compter du mois d'avril 2013. Le contrat représente des ventes annuelles d'environ 85 M\$. Bien que n'ayant aucun effet sur l'exercice 2012, la Société a tenu compte de cette diminution de ventes dans sa réorganisation administrative et opérationnelle en Ontario. Colabor a radié la valeur comptable nette de cette relation client.
 - Perte sur disposition d'une filiale en propriété exclusive 519 000\$
Le 24 décembre 2012, la Société s'est départie de Skor Culinary Concept Inc., une filiale en propriété exclusive, en contrepartie reçue en espèces de 85 000 \$. La perte sur disposition de cette filiale représente la différence entre les actifs nets cédés et la contrepartie reçue.
 - Allocations spéciales de retraite à certains membres de la direction 750 000\$
 - Ajustement du coût d'acquisition de Les Pêcheries Norref Québec Inc. (1 655 000)\$
Suite à l'acquisition de Les Pêcheries Norref Québec Inc. le 28 février 2011, la Société avait soumis à un processus d'arbitrage certains éléments litigieux. Le 12 juillet 2012, l'arbitre a donné raison à la Société et a exigé des vendeurs le remboursement d'un certain montant. Après déduction des frais engagés par la Société, un gain d'un montant 1 655 000 \$ a été comptabilisé au cours du troisième trimestre
- Grand total 6 639 000\$

Bien que ces charges aient été comptabilisées à l'état du résultat, les décaissements nets reliés à ces charges sont répartis de la façon suivante :

Décaissements nets en 2012 : 1 023 K\$
Décaissements nets en 2013 : 2 650 K\$
Aucun décaissement : 2 966 K\$

Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles

Les augmentations respectives de 571 000 \$ et de 588 000 \$ des postes ci-dessus par rapport à l'exercice précédent proviennent principalement des amortissements additionnels faisant suite aux acquisitions de Norref, Edfrex, Skor et Décarie.

Charges financières

L'augmentation des charges financières de 383 000\$ pour le quatrième trimestre et de 1 466 000\$ pour l'exercice fait suite au financement par emprunt bancaire des acquisitions mentionnées précédemment.

Charges d'impôts différés

La charge d'impôts est de 1 119 000\$ inférieure à l'exercice précédent principalement en raison d'un revenu plus bas et du fait que le gain réalisé suite à une décision arbitrale dans l'acquisition de Norref ne soit pas imposable.

La Société a procédé à sa conversion d'un Fonds de revenu à une Corporation au moyen d'une convention d'arrangement avec Biotechnologies ConjuChem Inc. (« ConjuChem ») en août 2009. Cette convention comprenait l'acquisition de pertes fiscales correspondant à environ 39 M\$ d'actif d'impôts différés en contrepartie d'un décaissement de 5 M\$. Des pertes fiscales, équivalentes à 17 M\$ d'encaisse, pourront être utilisées par la Société au cours des prochains exercices financiers.

En janvier dernier, la Société s'est réunie avec des représentants de l'Agence du revenu du Canada (« ARC ») et elle a reçu de l'ARC un projet d'avis de nouvelle cotisation contestant les incidences fiscales de sa conversion (« conversion ») de sa structure de fiducie de revenu en une structure de société par actions en août 2009. L'ARC soutient que la conversion relève de la règle générale anti-évitement de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) (la « Loi de l'impôt sur le revenu »). Colabor demeure convaincue du bien-fondé de sa position quant à la production de ses déclarations et des incidences fiscales attendues de la conversion et défendra cette position avec vigueur au niveau administratif et légal si elle recevait ultérieurement un avis définitif de nouvelle cotisation par l'ARC.

Si Colabor recevait un avis définitif de nouvelle cotisation, pour pouvoir interjeter appel, Colabor serait tenue de faire un paiement de 50 % du montant de cette cotisation. Ce montant s'établirait à environ 8 800 000 \$ pour les années 2009, 2010 et 2011 et il s'établirait à environ 1 300 000 \$ pour l'année 2012, une fois la déclaration fiscale déposée auprès de l'ARC et assujettie à une nouvelle cotisation par la suite. La société devrait également verser 50% de l'impôt à payer selon l'ARC pour toute année d'imposition future si l'ARC devait émettre un avis de nouvelle cotisation et que la Société devait s'opposer. Si l'ARC n'est pas d'accord avec l'opposition déposée par la Société, cette dernière peut présenter son cas devant la cour. La Société prévoit que les procédures judiciaires auprès des divers tribunaux pourraient durer plusieurs années. Si l'ARC obtient éventuellement gain de cause, la Société devra payer les soldes restants d'impôts d'environ 10 100 000 \$ et renverser aux résultats l'actif d'impôt différé d'environ 17 000 000 \$. À tous les montants d'impôts à payer, des intérêts seraient ajoutés calculés entre la date des impôts théoriquement dus et la date du paiement.

Résultat par action

Dans leur revue des états financiers de Colabor, les investisseurs doivent considérer que l'état du résultat comprend des dépenses importantes au niveau de l'amortissement des immobilisations corporelles, de l'amortissement des immobilisations incorporelles résultant des acquisitions que Colabor a effectuées au cours des dernières années, des charges d'impôts différés (décrit ci-dessus) et d'une portion hors caisse des intérêts effectifs sur les débetures inclus dans les

charges financières. Ces amortissements et transactions hors caisse influent grandement le calcul du bénéfice de base et dilué par action. Souvent, les investisseurs comparent le dividende par action au bénéfice de base et dilué par action, ce dernier étant inférieur. *Pour leur analyse plus approfondie de Colabor, les investisseurs devraient aussi analyser les flux de trésorerie de base par action, calculs montrés ci-après.*

Le tableau ci-dessous montre le calcul d'un flux de trésorerie par action et le ratio de dividende sur ce flux pour l'exercice 2012 comparé à l'exercice 2011. Ce dernier calcul permet à l'investisseur d'analyser si les flux de trésorerie provenant de l'exploitation courante de la Société sont adéquats et qu'ils peuvent supporter le versement du dividende.

Flux de trésorerie après impôts par action

(en milliers de dollars, sauf les données par action)

	2012-12-31 (366 jours)	2011-12-31 (365 jours)	2012-12-31 (114 jours) (non audités)	2011-12-31 (112 jours) (non audités)
	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant recouvrement (retenues) d'impôts et variation nette du fonds de roulement	34 735	34 856	8 672	10 805
Frais non liés aux opérations courantes	6 639	3 618	5 284	1 823
Charges financières payées	(9 977)	(8 511)	(3 410)	(3 027)
Portion hors caisse des intérêts effectifs sur la dette à long terme et les débetures inclus dans les charges financières	690	917	214	285
Acquisition d'immobilisations corporelles	(3 158)	(3 700)	(982)	(1 301)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(509)	(918)	(46)	(564)
	<u>28 420</u>	<u>26 262</u>	<u>9 732</u>	<u>8 021</u>
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	<u>23 079 252</u>	<u>22 928 311</u>	<u>23 088 315</u>	<u>22 779 172</u>
Flux de trésorerie après impôts par action	<u>1,23 \$</u>	<u>1,15 \$</u>	<u>0,42 \$</u>	<u>0,35 \$</u>
Portion du dividende annuel déclaré correspondant à la période présentée	<u>0,72 \$</u>	<u>1,08 \$</u>	<u>0,22 \$</u>	<u>0,33 \$</u>
Ratio de dividende sur les flux de trésorerie après impôts par action	<u>58%</u>	<u>94%</u>	<u>52%</u>	<u>94%</u>

Le dividende annuel déclaré pour les périodes correspondantes de l'exercice 2011 était calculé sur la base de 1,08\$ par action. Ce dividende par action fut réduit à 0,72\$ en 2012.

Le tableau précédent démontre l'amélioration, même en période de ralentissement économique, du flux de trésorerie après impôts et du ratio de dividende sur les flux de trésorerie après impôts par action. Cette dernière amélioration résultant principalement de la décision de la Société de réduire son dividende annuel par action de 1,08\$ à 0,72\$.

Résultat par action

(en milliers de dollars, sauf les données par actions)

	2012-12-31 (366 jours)	2011-12-31 (365 jours)	2012-12-31 (114 jours) (non audités)	2011-12-31 (112 jours) (non audités)
Résultat utilisé pour le résultat consolidé de base et dilué par action	<u>3 209</u>	<u>6 828</u>	<u>(2 005)</u>	<u>2 002</u>
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour les fins du calcul du résultat de base et dilué par actions	<u>23 079 252</u>	<u>22 928 311</u>	<u>23 088 315</u>	<u>22 779 172</u>
Résultat de base et dilué par action	<u>0,14 \$</u>	<u>0,30 \$</u>	<u>(0,09) \$</u>	<u>0,09 \$</u>
Résultat par action (excluant les frais non reliés aux opérations courantes et impôts y afférents)	<u>0,32 \$</u>	<u>0,34 \$</u>	<u>0,11 \$</u>	<u>0,12 \$</u>

6.2 Autres éléments du résultat global, nets d'impôts

Autres éléments du résultat global

(en milliers de dollars)

	2012-12-31 (366 jours)	2011-12-31 (365 jours)	2012-12-31 (114 jours) (non audités)	2011-12-31 (112 jours) (non audités)
Autres éléments du résultat global	\$	\$	\$	\$
Actif financier disponible à la vente - perte de la période	(2 478)	(952)	(1 358)	(952)
Couvertures des flux de trésorerie - gain (perte) de la période	551	(618)	(88)	(618)
Impôts sur les autres éléments du résultat global	<u>177</u>	<u>285</u>	<u>197</u>	<u>285</u>
Total des autres éléments du résultat global	<u>(1 750)</u>	<u>(1 285)</u>	<u>(1 249)</u>	<u>(1 285)</u>

La Société doit évaluer à la juste valeur le Placement en actions dans Investissements Colabor Inc. Le principal actif d'Investissements Colabor Inc. est un placement en actions de 5 087 349 actions de Groupe Colabor Inc., représentant au 31 décembre 2012 une participation de 22% dans cette dernière. Groupe Colabor Inc. détient 18,12% d'Investissements Colabor. Inc. Cette évaluation démontre une diminution avant impôts de la valeur de ce placement de 2 478 000 \$ par rapport au 31 décembre 2011 principalement en raison de la baisse de l'action de Groupe Colabor Inc en bourse faisant suite à l'annonce de la baisse de son dividende.

L'autre élément est en relation avec un instrument financier dérivé. Le 8 novembre 2011, la Société a conclu deux accords de swap de taux d'intérêt qui permettent de convertir une partie de l'emprunt bancaire à taux variable en un emprunt à taux fixe. Par rapport au 31 décembre 2011, cet élément démontre un gain de 551 000 \$.

6.3 Situation financière

États consolidés de la situation financière

(en milliers de dollars)

	2012-12-31	2011-12-31
	\$	\$
ACTIF		
Courant		
Clients et autres débiteurs	113 495	108 164
Actifs d'impôts recouvrables	2 800	2 421
Stock	85 167	76 632
Frais payés d'avance	3 143	2 596
<i>Actif courant</i>	<u>204 605</u>	<u>189 813</u>
Non courant		
Placement en actions dans Investissements Colabor Inc.	9 932	12 410
Immobilisations corporelles	15 930	17 319
Immobilisations incorporelles	142 358	154 845
Goodwill	115 065	114 775
<i>Actif non courant</i>	<u>283 285</u>	<u>299 349</u>
Total de l'actif	<u><u>487 890</u></u>	<u><u>489 162</u></u>
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
PASSIF		
Courant		
Découvert bancaire	5 994	10 151
Fournisseurs et autres créditeurs	134 670	105 575
Dividendes à payer	4 161	6 220
Remises à payer	11 738	11 783
Soldes de prix d'achat à payer	10 735	12 560
Produits différés	477	344
<i>Passif courant</i>	<u>167 775</u>	<u>146 633</u>
Non courant		
Emprunt bancaire	88 008	96 167
Instrument financier dérivé	67	618
Soldes de prix d'achat à payer	404	250
Dette à long terme	14 665	14 598
Déventures convertibles	46 703	46 080
Obligation au titre de la retraite	342	448
Passif d'impôts différés	8 926	8 354
<i>Passif non courant</i>	<u>159 115</u>	<u>166 515</u>
Total du passif	<u><u>326 890</u></u>	<u><u>313 148</u></u>
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions	179 652	179 652
Déficit	(20 096)	(6 661)
Autres composantes des capitaux propres	1 444	3 023
<i>Total des capitaux propres</i>	<u>161 000</u>	<u>176 014</u>
Total du passif et des capitaux propres	<u><u>487 890</u></u>	<u><u>489 162</u></u>

Les principaux changements au bilan du 31 décembre 2012 par rapport à celui du 31 décembre 2011 ont trait à la prise en charge des actifs et passifs de Décarie, acquise le 1^{er} janvier 2012, tel que décrite à la note 3 des états financiers.

Au 31 décembre 2012, 23 115 321 actions ordinaires étaient émises et en circulation.

6.4 Flux de trésorerie

Facilités de crédit

La Société a une entente avec un syndicat bancaire, d'une durée de cinq ans, pour des crédits d'opération d'un montant autorisé de 150 M\$, ces crédits étant garantis par une hypothèque de premier rang sur les actifs de la société. De plus un montant additionnel de 100 M\$ pourrait être disponible en surplus suivant les besoins de la Société.

En vertu de la convention de crédit, la Société doit maintenir: i) un ratio prescrit de la dette totale (à l'exclusion des débiteures convertibles et de la dette à long terme) par rapport au BAIIA inférieur à 3,00:1,00 et ii) un ratio prescrit de BAIIA par rapport aux charges financières supérieur à 3,50:1,00.

Suite aux récentes acquisitions, le syndicat bancaire, pour donner une certaine latitude à la Société pour lui permettre de réaliser ses synergies d'opération, a accepté que le ratio DETTE/BAIIA à respecter soit de 3,25 :1,00 jusqu'au troisième trimestre de 2013 et 3,00 :1,00 par la suite. Elle doit aussi maintenir un ratio DETTE TOTALE/BAIIA de de 4,50 :1,00..

Au 31 décembre 2012, le ratio DETTE/BAIIA se chiffrait à 2,56 :1,00, le ratio de couverture des intérêts à 3,97 :1,00 et le ratio DETTE TOTALE/BAIIA à 3,97 :1,00.

Dividendes

Des dividendes de 4 161 K\$ ont été versés le 15 avril 2012, le 15 juillet 2012, le 15 octobre 2012 et 15 janvier 2013 sur la base d'un dividende trimestriel de 0,18\$ par action.

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

(en milliers de dollars)

	2012-12-31 (366 jours)	2011-12-31 (365 jours)	2012-12-31 (114 jours) (non audités)	2011-12-31 (112 jours) (non audités)
	\$	\$	\$	\$
Activités opérationnelles				
Résultat avant impôts	3 706	8 444	(2 694)	1 509
Amortissement des immobilisations corporelles	4 634	4 063	1 751	1 367
Amortissement des immobilisations incorporelles	14 150	13 562	4 226	4 787
Radiation d'immobilisations corporelles suite à une restructuration interne des opérations	397		144	
Perte sur disposition d'une filiale en propriété exclusive	519		519	
Radiation de relations clients suite à la perte d'un client	1 181		1 181	
Charges financières	9 977	8 511	3 410	3 027
Charges relatives aux régimes de rémunération à base d'actions	171	417	135	115
Acquisition d'actions par la Société dans le cadre des régimes de rémunération à base d'actions		(141)		
	34 735	34 856	8 672	10 805
Recouvrement (retenues) d'impôts	(379)	856	406	26
Variation nette du fonds de roulement	16 358	11 553	32 372	13 288
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	50 714	47 265	41 450	24 119
Activités d'investissement				
Acquisitions d'entreprises, déduction faite de la trésorerie acquise	(6 069)	(79 069)		(128)
Disposition d'une filiale en propriété exclusive	85		85	
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(3 158)	(3 700)	(982)	(1 301)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(509)	(918)	(46)	(564)
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	(9 651)	(83 687)	(943)	(1 993)
Activités de financement				
Emprunt bancaire	(8 140)	72 454	(30 022)	(17 316)
Avance reçue sur dividende à être déclaré d'Investissements Colabor Inc.	1 722		1 722	
Rachat d'actions dans le cours normal des activités		(3 194)		(204)
Nouvelle dette à long terme		14 598		14 598
Remboursement de la dette à long terme		(307)		
Rachat de débentures convertibles		(10 028)		(10 028)
Dividendes payés	(18 703)	(24 790)	(4 161)	(6 141)
Paiement de soldes de prix d'achat	(2 479)	(3 564)	(1 142)	(1 551)
Charges financières payées	(9 306)	(8 189)	(3 165)	(2 715)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	(36 906)	36 980	(36 768)	(23 357)
Variation nette du découvert bancaire	4 157	558	3 739	(1 231)
Découvert bancaire au début de la période	(10 151)	(10 709)	(9 733)	(8 920)
Découvert bancaire à la fin de la période	(5 994)	(10 151)	(5 994)	(10 151)

7. Résumé des derniers trimestres

('000)	2012-12-31 (114 jours)	2012-08-09 (84 jours)	2012-06-16 (84 jours)	2012-03-24 (84 jours)	2011-12-31 (112 jours)	2011-09-10 (84 jours)	2011-06-18 (84 jours)	2011-03-26 (85 jours)
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes	464 280	350 341	354 294	297 933	431 664	324 760	317 411	239 416
BAIIA	11 977	11 022	10 651	5 456	12 513	10 554	10 227	4 904
Résultat	(2 005)	3 047	2 903	(736)	2 002	3 099	1 675	52
Bénéfice net de base par action	(0,09) \$	0,13 \$	0,13 \$	(0,03) \$	0,09 \$	0,14 \$	0,07 \$	0,00 \$

8. Opérations entre apparentés

Lors du premier appel public à l'épargne, le 28 juin 2005, le Fonds avait acquis indirectement une participation de 53,2% dans Colabor SC, la participation restante de 46,8% dans Colabor SC étant détenue par Investissements Colabor Inc. (« Investissements ») sous forme de parts de Colabor SC échangeables.

Suite à l'acquisition de Summit et de Bertrand, Investissements détenait 25,9% dans Colabor SC sur une base non diluée et 20,8% sur une base entièrement diluée.

Suite à la conversion en société et à la conversion de débentures, Investissements détient maintenant 22,0% dans Groupe Colabor Inc. sur une base non diluée et 18,6% sur une base entièrement diluée, ce qui lui permet notamment d'exercer une influence notable sur GCL.

Par contre Groupe Colabor Inc., suite aux acquisitions de Bertrand, RTD et Edfrefx, détient maintenant 18,12% d'Investissements Colabor Inc. qui, elle, détient un placement de 5 087 349 actions dans Groupe Colabor Inc.

Les opérations entre apparentés sont constituées des éléments suivants :

- Les ventes effectuées auprès de clients contrôlés par des administrateurs. Celles-ci sont aux mêmes conditions que celles effectuées auprès des autres clients de la Société ;
- Remises aux distributeurs affiliés et privilégiés de Investissements au taux de 3% des ventes à ceux-ci, taux établi contractuellement jusqu'en 2015;
- La Société louait de Investissements l'immeuble dans lequel est situé son siège social et le centre de distribution de Boucherville. Le 17 octobre 2012, Investissements s'est départie de l'immeuble;
- La Société a versé des sommes pour des services informatiques à une filiale d'Investissements jusqu'au 31 décembre 2011.

Toutes ces opérations ont été conclues dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange.

Opérations entre apparentés

(en milliers de dollars)

	2012-12-31 (366 jours)	2011-12-31 (365 jours)	2012-12-31 (114 jours) (non audités)	2011-12-31 (112 jours) (non audités)
	\$	\$	\$	\$
Ventes de marchandises effectuées à des clients contrôlés par des administrateurs		5 537		1 407
Remises	14 153	14 019	4 764	4 688
Loyer	1 611	2 028	203	624
Services informatiques		939		570

9. Transactions hors bilan

La Société n'a pas d'obligations relatives à des transactions hors bilan, à l'exception de lettres de garantie bancaire de l'ordre de 1 289 000 \$, dont la principale d'un montant de 1 014 000 \$ supporte une année de location de son centre de distribution de Boucherville.

10. Engagements contractuels

('000)	Total	Paiements exigibles par période			
		Moins de 1 an	de 1 à 3 ans	de 4 à 5 ans	5 ans et plus
Obligations contractuelles					
Emprunt bancaire	88 008 \$	- \$	- \$	88 008 \$	- \$
Soldes de prix d'achat à payer	11 139 \$	10 735 \$	404 \$		
Dette à long terme (valeur nominale)	15 000 \$			15 000 \$	
Débiteures convertibles (valeur nominale)	50 000 \$			50 000 \$	
Contrats de location simple	<u>91 205 \$</u>	<u>15 193 \$</u>	<u>27 444 \$</u>	<u>19 084 \$</u>	<u>29 484 \$</u>
Total	<u>255 352 \$</u>	<u>25 928 \$</u>	<u>27 848 \$</u>	<u>172 092 \$</u>	<u>29 484 \$</u>

11. Situation économique actuelle, stratégies de développement et perspectives d'avenir

Situation économique actuelle

Colabor œuvre dans l'est du Canada, principalement au Québec et en Ontario. La situation économique de ces régions demeure difficile. Ceci découle principalement d'une consommation plus faible freinée par des augmentations de la taxe de vente, à d'autres taxes et tarifs et par l'endettement des ménages. Tous ces éléments limitent les dépenses de consommation des ménages.

De plus, la situation économique difficile qui continue à être vécue présentement aux États-Unis et dans certains pays de la communauté européenne pourrait aussi contribuer à perturber l'environnement économique canadien.

Colabor a établi son plan d'affaires, qui est décrit ci-dessous, et croit que la situation actuelle pourrait lui apporter encore des occasions d'affaires qu'elle est prête à analyser avec l'objectif d'accroître la valeur de la société au bénéfice de ses actionnaires.

Stratégies de développement

La direction de la Société croit sincèrement qu'il existe d'importants canaux servant à accroître sa pénétration dans le domaine des services alimentaires au Canada.

Consolidation dans la distribution des services alimentaires

Le marché de la distribution des services alimentaires est encore très morcelé dans l'Est du Canada. Cette situation donne l'opportunité à Colabor d'augmenter de façon significative sa part de marché dans les régions géographiques, où elle est déjà présente, par des acquisitions hautement synergétiques.

La Société pourrait aussi acquérir d'autres distributeurs affiliés au Québec et dans les provinces de l'Atlantique. Ceci lui permettrait de densifier son réseau de distribution dans l'est du Canada, ce qui augmenterait la profitabilité de ses opérations.

Réseau des distributeurs affiliés au Québec et dans les provinces de l'Atlantique

Malgré le ralentissement de l'économie, les distributeurs affiliés indépendants, fidèles, à l'esprit d'entrepreneur et axés sur le service à la clientèle, continuent à bien performer dans leurs territoires respectifs.

Secteurs connexes

La Société s'est donnée comme mission de pouvoir donner à sa clientèle un guichet unique dans le domaine des services alimentaires.

Ainsi, la Société pourrait s'adjoindre un réseau de distribution dans le domaine des fruits et légumes, des produits d'emballage, des produits naturels et organiques ainsi que des produits ethniques, tel fut le cas en 2011 par l'acquisition de Pêcheries Norref et plus récemment par l'acquisition des actifs de Viandes Décarie .

Expansion géographique

La Société n'est pas actuellement présente dans l'Ouest canadien. Étant donné que la plus importante croissance de l'économie au Canada au cours des dernières années se passait dans cette région, il est certain que la Société aurait avantage à s'y implanter

Perspectives d'avenir

Ainsi, malgré le ralentissement économique, étant donné la faible part de marché que Colabor a dans certaines régions importantes du Canada telles Toronto et Montréal, ces opportunités d'acquisitions permettraient à la Société d'augmenter de façon importante ses ventes, son pouvoir d'achat et sa capacité de générer des économies de coûts avec l'objectif d'augmenter son bénéfice net.

12. Risques et incertitudes

Les activités de la Société sont assujetties à plusieurs risques et incertitudes qui sont plus amplement décrits à sa notice annuelle. En sus des risques qui y sont décrits, la Société désire souligner les risques reliés à l'industrie qui pourraient avoir un impact sur la rentabilité et sur le rendement de l'investissement qui ne sont pas sous le contrôle de la direction.

Risques reliés à l'industrie qui pourraient avoir un impact sur la rentabilité et qui ne sont pas entièrement sous le contrôle de la direction :

- *Dépendance vis-à-vis les distributeurs affiliés*

Les ventes générées par les distributeurs affiliés représentent une fraction importante (environ 25%) des ventes de la Société. La perte d'un nombre significatif de ces distributeurs pourrait avoir un impact négatif sur les résultats de Colabor.

Cependant, ce risque a été atténué par la conclusion d'ententes visant à modifier les ententes d'affiliation pour prévoir une durée initiale de dix ans, des dispositions de renouvellement pour deux durées supplémentaires de cinq ans et également l'octroi d'un droit de premier refus par les distributeurs affiliés à Colabor SC sur leurs commerces. Par ailleurs, rien ne garantit que Colabor soit en mesure de financer l'exercice d'un tel droit de premier refus. En outre, des incitatifs sont intégrés dans la relation contractuelle existant entre les distributeurs affiliés, Colabor SC et Investissements Colabor Inc. afin d'encourager les distributeurs affiliés à accroître leurs achats auprès de Colabor.

- *Absence d'ententes à long terme entre les distributeurs affiliés et leurs clients*

Conformément à la pratique générale de l'industrie, les distributeurs affiliés ne concluent pas habituellement des ententes à long terme avec leurs clients. Ainsi, les clients peuvent, sans préavis, ni pénalité, mettre un terme à leur relation avec les distributeurs affiliés. En outre, même si les clients décidaient de poursuivre leur relation avec les distributeurs affiliés, rien ne garantit qu'ils achèteront le même volume de produits que par le passé, ni qu'ils paieront le même prix pour ces produits que par le passé. Toute perte de clients par les distributeurs affiliés, ou diminution du chiffre d'affaires ou du prix payé par eux pour les produits, pourrait toucher les ventes de la Société et avoir une incidence défavorable sur la situation financière et les résultats d'exploitation. Par le passé, les distributeurs affiliés, s'appuyant sur leurs connaissances des marchés respectifs dans lesquels ils évoluent, ont pu se démarquer de leurs concurrents en offrant des services personnalisés à leurs clients, notamment des calendriers de livraisons souples et une gamme de produits adaptés aux besoins de leurs clients; la direction est d'avis que cette ligne de conduite se poursuivra à l'avenir.

- *Choix des clients*

Le succès de Colabor dépend aussi de l'intérêt continu des clients vis-à-vis les produits qu'elle distribue. Un changement dans les choix des clients pourrait affecter la demande des produits distribués par Colabor.

- *Dépendance à l'égard de Cara et d'autres chaînes*

Suite à l'acquisition de Summit, les ventes à Cara (y compris ses franchisés) représentent une portion importante des ventes de la Société. La perte de Cara en tant que client, une

diminution des achats par Cara, ou une diminution de la part de marché de Cara dans l'industrie des services alimentaires pourrait avoir une incidence importante et défavorable sur la situation financière, les résultats d'exploitation et la liquidité de la Société. Ce risque a par contre été atténué par la signature d'une convention de distribution d'une durée de dix ans et une option de renouvellement de cinq ans avec Cara.

- *Intégration des sociétés acquises*

Bien que certaines acquisitions soient gérées de façon autonome, certaines feront l'objet d'importantes rationalisations. Des difficultés rencontrées dans ces intégrations pourraient avoir un effet sur les résultats de la Société.

- *Rappel de produits*

Colabor peut faire face à des retours de produits faisant suite à des problèmes sanitaires rencontrés par certains de ses manufacturiers. Ces retours peuvent créer un ralentissement des ventes d'une catégorie de produits pendant une certaine période et peuvent causer une certaine détérioration du chiffre d'affaires. Cependant, Colabor a actuellement tous les mécanismes nécessaires d'identification qui lui permettent de récupérer rapidement les produits contaminés pour les retourner aux manufacturiers responsables et recouvrer les sommes payées à ces manufacturiers pour les produits contaminés.

- *Intensification de la compétition dans une situation économique difficile*

Afin de garder leurs parts de marché, les compétiteurs ont tendance à réduire leur marge bénéficiaire.

Rendement de l'investissement

Le rendement d'un investissement dans Groupe Colabor Inc. n'est pas comparable à celui d'un investissement dans des titres à revenu fixe. Le rendement est fondé sur de nombreuses hypothèses. Bien que la Société ait l'intention de verser des dividendes trimestriels, ceux-ci peuvent être réduits ou suspendus. Les dividendes versés dépendront de nombreux facteurs, notamment les risques inhérents à l'industrie décrits ci-haut et les autres risques décrits dans sa notice annuelle. En outre, la valeur marchande des actions peut baisser considérablement si la Société se trouve dans l'impossibilité de respecter ses objectifs en matière de versement de dividendes, notamment au non-respect du maintien des ratios financiers négociés à la convention de crédit décrits à la section *Flux de Trésorerie*.

Changements climatiques

Colabor a des risques très minimes reliés aux changements climatiques.

13. Estimation comptables significatives

Certains montants apparaissant aux états financiers sont le fruit d'estimations de la direction, fondées sur sa connaissance des événements en cours ou anticipés et des conditions économiques actuelles. Les seules estimations significatives concernent la provision pour stocks excédentaires ou désuets, la comptabilisation des remises des fournisseurs, le goodwill et les immobilisations incorporelles.

- *Provision pour stocks excédentaires ou désuets*

Les stocks sont évalués au moindre des éléments suivants : la valeur de réalisation nette ou le coût calculé selon la méthode du premier entré, premier sorti. La Société évalue une provision pour la désuétude calculée en fonction d'hypothèses relatives à la demande future pour ses produits et aux conditions du marché sur lesquels ses produits sont vendus. Cette provision, qui réduit les stocks à leur valeur de réalisation nette, est ensuite inscrite à titre de réduction des stocks au bilan. La direction doit faire des estimations et porter des jugements au moment de déterminer ces provisions. Si les conditions réelles du marché sont moins favorables que les hypothèses de la direction, des provisions supplémentaires peuvent s'avérer nécessaires.

- *Comptabilisation des remises des fournisseurs*

Colabor négocie des ententes d'approvisionnement avec ses fournisseurs qui prévoient le paiement de remises au volume d'achats effectués. Les ententes d'approvisionnement avec les fournisseurs sont revues périodiquement et les niveaux de remises sont ajustés selon les conditions du marché qui prévalent.

- *Goodwill et immobilisations incorporelles*

Le goodwill représente l'excédent du coût d'acquisition d'entreprises sur les montants nets des valeurs attribuées aux éléments de l'actif acquis et du passif pris en charge. Le goodwill n'est pas amorti. Il est soumis à un test annuel de dépréciation, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquaient une baisse de la juste valeur. Le test de dépréciation consiste en une comparaison de la juste valeur de l'entreprise de la Société avec sa valeur comptable. Lorsque la valeur comptable de l'entreprise excède sa juste valeur, la Société compare la juste valeur de tout goodwill rattaché à l'entreprise à sa valeur comptable. Une perte de valeur est constatée aux résultats pour un montant égal à l'excédent. La juste valeur de l'entreprise est calculée en fonction de l'évaluation des flux de trésorerie actualisés.

Les immobilisations incorporelles comprennent entre autre les relations clients et les marques de commerce. Les relations clients sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie prévue de 20 ans, en ce qui concerne les relations avec les distributeurs affiliés, de 15 ans en ce qui concerne les relations clients avec Cara et de 2 à 10 ans pour les autres clients, tandis que les marques de commerce ne sont pas amorties.

14. Contrôles et procédures à l'égard de l'information financière

Les contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) de Colabor sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que toute l'information pertinente est recueillie et présentée à la haute direction de la Société, laquelle assure une communication appropriée de cette information. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF) est un processus conçu pour fournir une assurance raisonnable quant à l'intégralité et à la fiabilité de l'information financière conformément aux IFRS.

Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière sont responsables de la mise en place et du maintien des CPCI et du CIIF, conformément aux directives du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents

annuels et intermédiaires des émetteurs. Ils sont secondés dans cette tâche par le comité de divulgation, dont les membres sont des hauts dirigeants de Colabor et du comité d'audit.

Au 31 décembre 2012, le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière ont fait évaluer, sous leur supervision, l'efficacité des CPCI, conformément au Règlement 52-109 et ont conclu, sur la base de cette évaluation, qu'ils étaient efficaces et bien conçus à cette date.

De même, au 31 décembre 2012, le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière ont fait évaluer, sous leur supervision, l'efficacité des CIIF, conformément au Règlement 52-109 et ont conclu, sur la base de cette évaluation, qu'ils étaient efficaces et bien conçus à cette date.

L'évaluation des CPCI a été réalisée selon le cadre de contrôle défini par le Committee of Sponsoring Organizations (COSO) de la Treadway Commission. L'évaluation de la conception et de l'efficacité du CIIF a été réalisée en utilisant le cadre de contrôle défini par le COSO en ce qui concerne les contrôles relatifs au volet Entité et Finances et en utilisant les Objectifs de contrôle de l'information et des technologies associées(COBIT) en ce qui concerne les contrôles généraux des technologies de l'information.

Compte tenu des limites inhérentes à tout système de contrôle, l'évaluation des contrôles par la direction ne peut fournir qu'une assurance raisonnable, et non absolue, que tous les problèmes de contrôle interne qui pourraient entraîner de graves inexactitudes ont été détectés.

Modifications apportées au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours de la période terminée le 31 décembre 2012 aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a eu une incidence importante ou n'est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information

15. Événements postérieurs à la date de clôture

Le 4 mars 2013, la Société a procédé à l'émission de 3 974 000 actions ordinaires, pour un montant de 30 003 750 \$ en espèces. La Caisse de Dépôt et de Placement du Québec a acquis 1 987 000 actions lors de cette émission tandis que d'autres institutions financières importantes ont acquis la différence.

La même journée, la Société a acquis la quasi-totalité des actifs de T. Lauzon Ltée (ci-après « Lauzon ») et certains stocks d'une entité liée à Lauzon. T. Lauzon est un important distributeur des marques de bœuf Cargill comme *Angus Pride*, *Sterling Silver* et effectue la transformation de produits contenant des protéines de grande qualité à partir d'une usine de 68 000 pieds carrés à Montréal, récemment rénovée ayant reçue une approbation fédérale. Elle exerce ses activités dans le Segment Distribution principalement au Québec et en Ontario.

Le montant de la transaction est d'environ 13 000 000 \$ et est sujet à certains ajustements post-clôture. L'acquisition de Lauzon correspond aux objectifs de Colabor, qui consistent à élargir sa gamme de produits.